L'Orient-Le Jour

Lundi 25 juin 2018

Philippe HAGE BOUTROS

Le Liban de plus en plus poussé à réformer son économie

Les responsables libanais sont de plus en plus pressés de lancer les réformes réclamées par les acteurs locaux, les créanciers du pays et ses soutiens, pour redresser ses finances publiques et relancer son économie, qui accumule les années de croissance molle depuis le début du conflit syrien en 2011. Pour de nombreux experts, la faiblesse des institutions et les différentes périodes de tensions politiques au niveau local ces dernières années ont également contribué à aggraver la situation.Après les appels lancés par plusieurs représentants locaux du secteur privé ces derniers jours, la publication jeudi d'un rapport du FMI confirmant les précédentes conclusions de ses experts dans le cadre des consultations au titre de l'article IV a joué le rôle de piqûre de rappel, bien que son timing fût indépendant de l'actualité politique du pays. Le Liban n'a toujours pas désigné de nouveau gouvernement depuis les élections législatives du 6 mai, l'exécutif sortant étant limité à la gestion des affaires courantes.

Engagement de « longue haleine »

Reprenant peu ou prou l'essentiel de l'argumentaire d'un rapport publié en février et qui s'était distingué par sa sévérité – justifiée à plusieurs égards mais critiquée notamment par le gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé –, le FMI confirme que le Liban doit lancer les réformes fiscales et économiques structurelles attendues par ses soutiens et ses créanciers. Sur le plan fiscal, l'organisation a insisté sur le fait que le redressement des finances publiques passe par « un engagement politique fort et de longue haleine » et des mesures concrètes comme le relèvement de la TVA, l'élimination graduelle des subventions au secteur de l'électricité et la diminution des rémunérations dans la fonction publique.Le FMI a rappelé l'urgence de la situation pour la solvabilité du pays, qui possède le troisième plus important ratio dette publique/PIB du monde. Ce dernier dépasse en effet les 150 % du PIB, pour une dette supérieure à 80 milliards de dollars. Seuls le Japon (environ 240 %) et la Grèce (180 %) font pire, avec des montants toutefois bien supérieurs en valeur absolue. Le FMI a également souligné que l'engagement du Liban lors de la conférence de Paris (CEDRE) en avril à réduire son déficit à 5 % était « ambitieux mais nécessaire » pour stabiliser la dette publique à moyen terme, pour ensuite amorcer sa baisse. L'organisation a rappelé que la réduction du déficit public libanais enregistrée en 2017, à un ratio de 7,3 % du PIB, contre 9,2 % sur l'année précédente, est liée à la hausse des recettes fiscales consécutives à la taxation de revenus exceptionnels réalisés par les banques qui ont participé aux opérations d'ingénierie financière lancées par la Banque du Liban en 2016. Au niveau économique, le FMI a en outre constaté que la mise en œuvre de l'engagement des soutiens du Liban à débloquer plus de 11 milliards de dollars en prêts et dons pour financer la réhabilitation des infrastructures du pays en suivant un programme élaboré par le gouvernement – si le pays lance les réformes promises – aura un impact très positif sur la croissance, qui gravite autour de 2 % depuis plusieurs années. Cela ne sera toutefois valable que si le gouvernement s'applique à « retirer les goulets d'étranglement » qui pénalisent son économie en réformant le secteur de l'électricité ou en luttant contre la corruption, ou en se dotant de statistiques fiables complètes et centralisées.

Tension palpable

Le rappel du diagnostic du FMI survient alors que plusieurs représentants du secteur privé ont récemment fait part de leurs inquiétudes concernant la situation économique du pays, à l'image de l'Association des commerçants de Beyrouth, jeudi, ou des organismes économiques – une organisation patronale –, le 13 juin dernier. « La tension est palpable, surtout que deux des trois principaux piliers de l'économie, à savoir l'immobilier et le secteur bancaire, traversent une passe difficile avec la suspensions des subventions de la BDL sur les intérêts des prêts au logement en livres libanaises au premier trimestre », explique une source financière anonyme. L'arrêt brusque de ces aides qui devaient être temporaires mais qui ont finalement tourné à plein régime depuis 2009, devenant le principal moteur du secteur immobilier, a en effet grippé les deux secteurs aux intérêts interdépendants. « Les rumeurs sur les difficultés financières de plusieurs enseignes commerciales et sociétés de promotion immobilière, sans citer de noms », ne font qu'alimenter l'inquiétude des observateurs. « Le Liban passe par une situation difficile, mais la fenêtre des réformes économiques pour se sauver se referme petit à petit », conclut la source anonyme précitée, enjoignant au futur gouvernement de se mettre rapidement au travail.

Sur le marché des eurobonds – titres de dettes en devises émises par le gouvernement –, c'est l'attentisme qui prime, malgré une tendance à la baisse. « Les prix des eurobonds ont effectivement baissé et le spread des Credit Default Swap – CDS, contrats qui couvrent contre le risque de défaut de l'État – est passé de 370 à 630 points de base, contre une moyenne de 370 points pour les pays émergents », constate le directeur du département de recherche de Bank Audi, Marwan Barakat. « Cette tendance est liée au fait que les investisseurs étrangers ont vendu des eurobonds libanais et que l'offre au niveau local a été limitée. Mais cela ne coïncide pas à une détérioration des fondamentaux de l'économie du pays », nuance-t-il, M. Barakat ajoute que les cours libanais « restent attractifs » comparés aux obligations émises par des pays aux notations similaires comme l'Argentine, l'Arménie, l'Égypte, la Jamaïque ou encore le Pakistan. « Les prix des eurobonds émis par les marchés émergents sont tous pénalisés par les doutes qui subsistent sur la résolution des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine », note de son côté le chef du département de recherche de la Byblos Bank, Nassib Ghobril.